



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 40 du 14 novembre 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 17 novembre 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	690
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	690
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	690
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2008-385 du 28 octobre 2008 portant nomination des membres du Conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGECAM) du Nord-Est	690
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	691
CABINET DU PREFET	691
Service interministériel de défense et de protection civile	691
Extrait de l'arrêté n° 27/2008/SIDPC du 4 novembre 2008 portant agrément d'organisme pour la formation aux 3 ^{ème} degré du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'assistance à personnes des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur	691
Extrait de l'arrêté n° 28/2008/SIDPC du 15 octobre 2008 portant autorisation d'ouverture de la gare de Nancy	691
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	692
Bureau des réglementations	692
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Blainville sur l'Eau	692
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Essey lès Nancy	692
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Deneuvre	692
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laxou	693
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Neuves Maisons	693
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont à Mousson	694
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	694
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	694
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Millery	695
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Villers lès Nancy	695
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	695
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	696
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	696
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	697
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	697
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	697
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	698
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	698
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Dieulouard	699
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Frouard	699
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Jarville	699
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	700
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saint Nicolas de Port	700
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Toul	701
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandœuvre lès Nancy	701
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Essey lès Nancy	701
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laneuveville devant Nancy	702
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	702
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	702
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Fléville devant Nancy	703
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Joeuf	703
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Malzéville	704
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	704
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Baccarat	704
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Briey	704
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Essey lès Nancy	705
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Laxou	705
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Longuyon	705
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Longwy	706
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	706
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Toul	706
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Tomblaine	706
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Piennes	707
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	707
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Malzéville	707
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Longuyon	707
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Villers lès Nancy	708
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Piennes	708
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Neuves Maisons	708
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	709
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Toul	709
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Toul	709
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Vandœuvre lès Nancy	709
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Vandœuvre lès Nancy	710
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Vandœuvre lès Nancy	710
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Blainville sur l'Eau	710
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Dieulouard	710
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Essey lès Nancy	711
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Laxou	711

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Homécourt.....	711
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy.....	712
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy.....	712
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy.....	712
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy.....	713
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Lunéville.....	713
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Lunéville.....	713
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Jœuf.....	713
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Jarny.....	714
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Jarny.....	714
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Neuves Maisons.....	714
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Villers lès Nancy.....	715
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Villerupt.....	715
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Pont à Mousson.....	715
Extrait de l'arrêté du 16 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy.....	715
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Frouard.....	716
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Conflans en Jarnisy.....	716
Extrait de l'arrêté du 16 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Saulxures lès Nancy.....	716
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Velaine en Haye.....	717
Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Fléville devant Nancy.....	717
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	717
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.....	717
Avis de demande de constitution d'un groupe de travail appelé à élaborer un règlement de publicité à Lunéville.....	717
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique.....	718
Extrait de l'arrêté du 7 novembre 2008 modifiant l'arrêté du 11 décembre 2007 fixant la nouvelle composition de la commission départementale consultative des gens du voyage.....	718
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	719
Arrêté n° 08.BMSSE.70 du 10 novembre 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur de cabinet.....	719
Arrêté de délégation de signature n° OSD 0810 du 10 novembre 2008 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Marc DERHAN, fondé de pouvoir par intérim de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle.....	720
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES.....	721
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.....	721
Arrêté du 12 novembre 2008 constatant la mise à jour du périmètre du schéma de cohérence territoriale nord meurthe-et-mosellan.....	721
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	721
Extrait de l'arrêté du 3 novembre 2008 autorisant la modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du pays de Longuyon.....	721
SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....	721
Extrait de l'arrêté du 10 novembre 2008 portant modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux Bruley-Lucey.....	721
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	722
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	722
Arrêté A.R.H. n° 201/08 du 27 octobre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle.....	722
Arrêté A.R.H. n° 205 du 27 octobre 2008 portant désignation du directeur par intérim au centre psychothérapique de Nancy à Laxou à compter du 1 ^{er} novembre 2008.....	723
SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE.....	723
Extrait de l'arrêté du 30 octobre 2008 portant nomination des membres du Comité Pluridépartmental du Fonds Social de l'Assurance Maladie des Exploitants Agricoles.....	723
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	724
Service actions et établissements de santé.....	724
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 01134-08 du 22 octobre 2008 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale, 21 rue de la Liberté - 54490 PIENNES - Autorisation n° 54-92.....	724
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 01142-08 du 22 octobre 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale - Agrément n° 15 - Autorisation n° 54-74 - Autorisation n° 54-92.....	724
Service santé - environnement.....	725
Arrêté préfectoral du 31 octobre 2008 modifiant l'arrêté du 27 mai 2004 relatif à la dérivation du captage de la source de l'Eglise et l'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau par et sur la commune d'Ecrouves, déclarés d'utilité publique et à l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine en prorogeant le délai au delà duquel l'inhumation de corps dans le cimetière d'Ecrouves est interdite.....	725
Arrêté préfectoral du 6 novembre 2008 relatif à la dérivation et l'établissement des périmètres de protection de la source de Bellefontaine à Champigneulle, de la Galerie du Hardillon à Frouard et du Puits de la Duchesse à Liverdun par la commune de Frouard en communes de Champigneulle, Frouard, Laxou, Liverdun et Maxéville qui ont été déclarés d'utilité publique et à l'autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	725
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	725
Service association foncière.....	725
Extrait de l'arrêté 2008/AF/342 du 23 octobre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Serres.....	725
Extrait de l'arrêté 2008/AF/344 du 23 octobre 2008 portant dissolution de l'association foncière de Remeniville.....	726
Extrait de l'arrêté 2008/AF/371 du 27 octobre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Lagney.....	726
Extrait de l'arrêté 2008/AF/372 du 27 octobre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Pagny-derrière-Barine.....	726
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	727
Délégation générale de signature du 13 octobre 2008.....	727
AUTRES SERVICES.....	729
RESEAU FERRE DE FRANCE.....	729
Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 17 septembre 2008 d'un terrain sis à Valleroy (54).....	729
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY.....	729
Décision du 3 novembre 2008 portant délégation de signature à M. Marc HEINIS, vice-président du tribunal administratif de Nancy, et à Mme Marie-Pierre BEETZ, greffier en chef du tribunal administratif de Nancy.....	729
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	730
Arrêté du 13 novembre 2008 portant délégation de signature à Madame Véronique BOUVIER, directeur adjoint, directeur des affaires médicales.....	730

AVIS ET COMMUNICATIONS	731
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	731
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	731
Service aménagement, risques et urbanisme	731
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6467 du 5 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Morville-sur-Seille.....	731
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8967 du 13 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Ville-Houdlemont	731
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15172 du 5 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Beuvillers.....	731
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 20563 du 5 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Longwy et Herserange	731
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 20607 du 13 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Allondrelle-La-Malmaison	731
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24282 du 13 novembre 2008 autorisant la SOLOREM à exécuter des travaux sur la commune de Nancy	731
AUTRES SERVICES	731
CENTRE DE MOYEN SEJOUR ET EHPAD DE FAULX.....	731
Avis de concours sur titres interne pour le recrutement d'un Infirmier cadre de santé en Maison de Retraite du 6 novembre 2008	731

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2008-385 du 28 octobre 2008 portant nomination des membres du Conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGEAM) du Nord-Est

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : Sont nommés membres du conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Est :

- En tant que représentants des assurés sociaux et sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)
Titulaires : Mlle STEPHANN Ghislaine
(Administrateur de la CRAM du Nord-Est)
Mme DUMENIL Sabine née ETIENNE
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
Suppléants : Mme COUVAL Marie-Thérèse née CONRAUD
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
M. DECLERCQ Francis
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)
Titulaires : M. MAZZIER Jean-Pierre
(Conseiller de la CPAM de la Meuse)
Mme TAILLANDIER Elisabeth
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
Suppléants : M. FAIVRE Jean-Raymond
(Conseiller de la CPAM de Metz)
M. HARAUT Jacques
(Conseiller de la CPAM de Haute-Marne)
3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)
Titulaires : M. ZAGAR Patrice
(Conseiller de la CPAM de Longwy)
M. RAUCH Léon
(Conseiller de la CPAM de Sarreguemines)
Suppléants : M. RICHETON Christian
(Conseiller de la CPAM d'Epinal)
M. DHOBIE Jean-Pierre
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)
Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
Suppléant : Mlle TYKOCZINSKY Caroline
(Administrateur de la CRAM du Nord-Est)
5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)
Titulaire : M. INGRET Bernard
(Conseiller de la CPAM de la Haute-Marne)
Suppléant : M. TORNAMBE François
(Conseiller de la CPAM de Nancy)

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation de :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)
Titulaires : M. BERTRAND Michel
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
M. COUR Jean-Louis
(Conseiller de la CPAM de Thionville)
Mlle DUBOIS Danielle
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)
M. STROHL Jean-Claude
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
Suppléants : Mme RECEVEUR Stéphanie
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
Mme FERON-GRENOUILLEAU Colette
(Conseiller de la CPAM de la Meuse)
M. CASTELLO Jean-Pierre
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)
M. VILLEMIN Joël
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)
Titulaires : M. SCHOSSELER Jean-Claude
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
M. MAHLER Etienne
(Conseiller de la CPAM de Nancy)

- Suppléants : M. FUCHS Sébastien
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
Mme HENRIOT Marie-Josèphe née PERRIN
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)
Titulaires : M. PINELLI Pascal
(Conseiller de la CPAM de Longwy)
M. BACHELARD Georges
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
- Suppléants : M. POIREL André
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
M. VENCK Joël
(Conseiller de la CPAM de la Haute-Marne)
- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)
Titulaires : M. MASSON Laurent
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
M. MARCHAL Aimé
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
- Suppléants : M. WEIDMANN Robert
(Conseiller de la CPAM de Metz)
Mme PAILLA Paulette
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)

Art. 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2008-119 du 28 avril 2008 portant nomination des membres du Conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Est est abrogé.

Art. 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet de la Région Champagne-Ardenne, les Préfets des départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel des régions Lorraine et Champagne-Ardenne ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés.

Pour le préfet de la Région Lorraine,
Le secrétaire général pour les affaires régionales,
Philippe-Xavier PIMOR

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

Service interministériel de défense et de protection civile

Extrait de l'arrêté n° 27/2008/SIDPC du 4 novembre 2008 portant agrément d'organisme pour la formation aux 3^{ème} degré du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'assistance à personnes des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation au 3^{ème} degré de qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'assistance à personnes des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur est accordé à l'organisme suivant jusqu'au 12 juillet 2012 :

Partenaire Global Entreprise - 17 rue Laurent Bonnevey - 54100 NANCY

Art. 2 : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 4 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur du cabinet,
Jacques RANCHERE

Extrait de l'arrêté n° 28/2008/SIDPC du 15 octobre 2008 portant autorisation d'ouverture de la gare de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Est autorisée l'ouverture au public de la gare de Nancy, sise 3, place Thiers, établissement recevant du public de type GA de 1^{ère} catégorie comprenant des emplacements à caractère d'exploitation ferroviaire et des emplacements à caractère commercial, social ou administratif de type « comptoir » / « ouvert » / « fermé », comprenant :

Hall Thiers
Hall trains
Tramway
Relais H
Comptoir de Maître Kanter
Loueur de voitures
Boulangerie Paul
Espace unique de Vente
Locaux Connex

Art. 2 : Le directeur de cabinet et le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de la sécurité publique, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur de l'établissement SNCF de Nancy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de ce présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 15 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur du cabinet,
Jacques RANCHERE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES
Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Blainville sur l'Eau

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

A R R E T E

Art. 1^{er} : La commune de BLAINVILLE SUR L'EAU est autorisée à installer à la bibliothèque municipale « L'Eau Vive » 1, ter rue du Presbytère – 54360 BLAINVILLE SUR L'EAU quatre caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0103

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La liste des personnes chargées du droit d'accès aux images est annexée au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme le maire de BLAINVILLE SUR L'EAU,

- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Essey lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

A R R E T E

Art. 1^{er} : La confiserie BREBION, représentée par Mme Carole PILLER, gérante, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au 11, rue du Général Patton – 54270 ESSEY LES NANCY, de trois caméras comportant deux caméras intérieures fixes (sous réserve que la caméra n°5 ne visionne que la porte extérieure entrée en non l'espace fabrication) et une caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0105

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Carole PILLER, gérante et M. M. Pascal PERRIN, associé.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Carole PILLER, gérante,

- M. le maire de VILLERS LES NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Deneuvre

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

A R R E T E

Art. 1^{er} : Le magasin BRICOMARCHE DENEUVRE – représenté par M. Olivier CUNY, président, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance au magasin BRICOMARCHE DENEUVRE - HERCULUM – Route de Lachapelle – 54120 DENEUVRE, de quatorze caméras comportant 13 caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0102

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Olivier CUNY, président et Mme Katia CUNY, directrice générale.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 4 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Olivier CUNY, président,
- M. le maire de DENEUVRE,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le syndicat de copropriété centre commercial Les Provinces, représenté par Mme François CHARPIGNON, co-gérante, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance au centre commercial Cité des Provinces – Avenue de l'Europe - 54520 LAXOU, de cinq caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0113

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Françoise CHARPIGNON, co-gérante de la SCI du centre commercial, M. Pierre WEBER, co-gérant de la SCI du centre commercial et M. Bayoram GUYEN, membre de la SCI.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Françoise CHARPIGNON, co-gérante,
- M. le maire de LAXOU,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Neuves Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance à l'automate bancaire du crédit agricole de Lorraine – Centre commercial Intermarché - 54230 NEUVES MAISONS de trois caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0098

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le représentant de l'agence, le responsable de la sécurité et son adjoint et le personnel de maintenance et télésurveillance.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable de l'agence,
- M. le maire de NEUVES MAISONS,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont à Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance à l'automate bancaire du crédit agricole de Lorraine – Centre commercial Intermarché – Chemin de la Corderie - 54700 PONT A MOUSSON de trois caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0099

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le représentant de l'agence, le responsable de la sécurité et son adjoint et le personnel de maintenance et télésurveillance.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable de l'agence,
- M. le maire de PONT A MOUSSON,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance à l'automate bancaire du crédit agricole de Lorraine – Centre commercial Saint Sébastien - 54000 NANCY de trois caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0097

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le représentant de l'agence et son adjoint, le responsable de la sécurité et son adjoint, le personnel de maintenance et de télésurveillance.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable de l'agence,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La communauté urbaine du Grand Nancy est autorisée à installer au Parc-Relais de Brabois – Avenue de Bourgogne – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY treize caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0101

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La liste des personnes chargées du droit d'accès aux images est annexée au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le président de la communauté urbaine du Grand Nancy,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Millery

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'entreprise DALLA COSTA, représentée par M. Bernard DALLA COSTA, gérant, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au 4, rue du Bois Jacquot – ZAC des Sablons – 54670 MILLERY, de six caméras comportant deux caméras intérieures fixes et quatre caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0070

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Bernard DALLA COSTA, gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Bernard DALLA COSTA, gérant
- M. le maire de MILLERY,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Villers lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La Ville de Nancy est autorisée à installer à l'école primaire du Placieux – 15, rue Kennedy – 54600 VILLERS LES NANCY deux caméras comportant une caméra extérieure fixe et une caméra extérieure mobile (pour une utilisation hors périodes scolaires) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0106

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Patrick LEBAS, directeur service sécurité, M. Eric ANCEL, chef du service police municipal, M. Benoît HOQUET, suivi du système de vidéo et la société de vidéosurveillance CLAMIC.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le maire de VILLERS LES NANCY,
- M. le maire de NANCY,
- M. directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le centre communal d'action sociale est autorisé à installer au FPA Boudonville – Rue Saint Bodon - 54000 NANCY deux caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0076

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel MARTIN, directeur général, Mme Marie-Pierre NOYER, directrice pôle gériatrique, M. Jean-Yves NANCEY, responsable de service et Mme Marie-Christine CARAN, responsable d'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le président du CCAS de la ville de Nancy,
- M. le maire de NANCY,
- M. directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le centre communal d'action sociale est autorisé à installer au FPA Chevarde – 38, rue de Dieuze - 54000 NANCY deux caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0077

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel MARTIN, directeur général, Mme Marie-Pierre NOYER, directrice pôle gériatrique, M. Jean-Yves NANCEY, responsable de service et Mme Marie-Christine CARAN, responsable d'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le président du CCAS de la ville de Nancy,
- M. le maire de NANCY,
- M. directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le centre communal d'action sociale est autorisé à installer au FPA DONOP – 27, rue du Colonel Granval - 54000 NANCY une caméra intérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0078

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel MARTIN, directeur général, Mme Marie-Pierre NOYER, directrice pôle gériatrique, M. Jean-Yves NANCEY, responsable de service et Mme Marie-Christine CARAN, responsable d'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le président du CCAS de la ville de Nancy,

- M. le maire de NANCY,
- M. directeur départemental de la sécurité publique.
Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le centre communal d'action sociale est autorisé à installer au FPA GUERINEAU – 14, place du Colonel Fabien - 54000 NANCY une caméra intérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0079

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel MARTIN, directeur général, Mme Marie-Pierre NOYER, directrice pôle gérontologique, M. Jean-Yves NANCEY, responsable de service et Mme Marie-Christine CARAN, responsable d'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le président du CCAS de la ville de Nancy,
- M. le maire de NANCY,
- M. directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le centre communal d'action sociale est autorisé à installer au FPA HAUSSEVILLE – 42, avenue du Général Mangin - 54000 NANCY une caméra intérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0080

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel MARTIN, directeur général, Mme Marie-Pierre NOYER, directrice pôle gérontologique, M. Jean-Yves NANCEY, responsable de service et Mme Marie-Christine CARAN, responsable d'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le président du CCAS de la ville de Nancy,
- M. le maire de NANCY,
- M. directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le centre communal d'action sociale est autorisé à installer au FPA MOUILLERON – 137, rue Gabriel Mouilleron - 54000 NANCY une caméra intérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0081

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel MARTIN, directeur général, Mme Marie-Pierre NOYER, directrice pôle gérontologique, M. Jean-Yves NANCEY, responsable de service et Mme Marie-Christine CARAN, responsable d'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le président du CCAS de la ville de Nancy,
- M. le maire de NANCY,
- M. directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le centre communal d'action sociale est autorisé à installer au FPA PICHON – 26, rue Abbé Grégoire - 54000 NANCY de trois caméras comportant deux caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0082

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel MARTIN, directeur général, Mme Marie-Pierre NOYER, directrice pôle gérontologique, M. Jean-Yves NANCEY, responsable de service et Mme Marie-Christine CARAN, responsable d'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le président du CCAS de la ville de Nancy,
- M. le maire de NANCY,
- M. directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'institut de beauté RUBENS, représenté par Mme Anne-Charlotte DEFER, gérante, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance au 1 bis, rue Gustave Simon – 54000 NANCY, de deux caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0110

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Anne-Charlotte DEFER, gérante.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Anne-Charlotte DEFER, gérante,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Dieulouard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La société LIDL, représentée par M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au magasin LIDL – ZAC de la Ferrière – RN 411 – 54380 DIEULOUARD de dix caméras comportant neuf caméras intérieures fixes et une caméra intérieure mobile en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0090

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, M. Arnaud VAUTRIN, responsable ventes adjoint, M. François HAMY, responsable ventes et M. Olivier IUNG, responsable technique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional,

- M. le maire de DIEULOUARD,

- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Frouard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La société LIDL, représentée par M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au magasin LIDL – Angle rue de Metz/Rue Rémy Collin – 54390 FROUARD de neuf caméras comportant huit caméras intérieures fixes et une caméra intérieure mobile en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0091

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, M. Arnaud VAUTRIN, responsable ventes adjoint, M. François HAMY, responsable ventes et M. Olivier IUNG, responsable technique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional,

- M. le maire de FROUARD,

- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Jarville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La société LIDL, représentée par M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au magasin LIDL – ZAC les Portes de Jarville – 54140 JARVILLE de neuf caméras comportant huit caméras intérieures fixes et une caméra intérieure mobile en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0092

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, M. Arnaud VAUTRIN, responsable ventes adjoint, M. François HAMY, responsable ventes et M. Olivier IUNG, responsable technique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional,
- M. le maire de JARVILLE,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La société LIDL, représentée par M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au magasin LIDL – 91, rue des 4 Eglises – 54000 NANCY de huit caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0093

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, M. Arnaud VAUTRIN, responsable ventes adjoint, M. François HAMY, responsable ventes et M. Olivier IUNG, responsable technique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saint Nicolas de Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La société LIDL, représentée par M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au magasin LIDL – Rue Charles Courtois – 54210 SAINT NICOLAS DE PORT de neuf caméras comportant huit caméras intérieures fixes et une caméra intérieure mobile en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0095

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, M. Arnaud VAUTRIN, responsable ventes adjoint, M. François HAMY, responsable ventes et M. Olivier IUNG, responsable technique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional,
- M. le maire de SAINT NICOLAS DE PORT,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La société LIDL, représentée par M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au magasin LIDL – 3047, rue Paul Keller – 54200 TOUL de neuf caméras comportant huit caméras intérieures fixes et une caméra intérieure mobile en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0096

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, M. Arnaud VAUTRIN, responsable ventes adjoint, M. François HAMY, responsable ventes et M. Olivier IUNG, responsable technique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional,
- Mme le maire de TOUL,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La société LIDL, représentée par M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au magasin LIDL – Centre commercial Jeanne d'Arc – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY de neuf caméras comportant huit caméras intérieures fixes et une caméra intérieure mobile en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0094

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, M. Arnaud VAUTRIN, responsable ventes adjoint, M. François HAMY, responsable ventes et M. Olivier IUNG, responsable technique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional,
- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Essey lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La mairie d'ESSEY LES NANCY, représentée par M. Jean-Paul MONIN, maire, est autorisée à installer à la Maison des Associations – 1, rue des Basses Ruelles à ESSEY LES NANCY - 54270 , un système de vidéosurveillance de 6 caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0114

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Jean-Paul MONIN, maire et Mme Sandrine SALVAN de la police municipale.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Paul MONIN, maire d'ESSEY LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laneuveville devant Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La pharmacie de la Marine, représentée par Mme Elodie SANTOS, gérante, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au 6, rue Patton – 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY, de quatre caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0100

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Elodie SANTOS, gérante.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Elodie SANTOS, gérante,
- M. le maire de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : SCHLECKER SNC – représentée par M. Michel RUBINO, président, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au magasin SCHLECKER – 45, rue Saint Georges – 54000 NANCY, de six caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0104

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Marie-Josée MAHLER, responsable magasin et M. Eric VIALE, chef de section.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel RUBINO, président,
- M. le maire de NANCY,
- M. directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1^{er} : La Société Générale est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans son agence Société Générale NANCY LE COUARAIL – 10/12, place Henri Mangin – 54000 NANCY d'une caméra intérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0107

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le représentant de l'agence, le technicien maintenance vidéo et l'opérateur télésurveillance.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable de l'agence,
 - M. le maire de NANCY,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Fléville devant Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1^{er} : La société YMEC, représentée par M. Yvan MILLER, gérant, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans les bâtiments de AC2M 54 - 140, rue Edouard MICHELIN 54710 FLEVILLE DEVANT NANCY de quatre caméras comportant deux caméras intérieures fixes et deux caméras extérieures fixes (sous réserve qu'elles ne visionnent pas la voie publique) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0115

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Yvan MILLER, gérant et M. Cédric MILLER, associé.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Yvan MILLER, gérant,
 - M. le maire de FLEVILLE DEVANT NANCY,
 - M. le maire de LUDRES
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Joeuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1^{er} : L'association hospitalière de Joeuf, représentée par Mme Sandrine GALLAND-MORICE, directrice, est autorisée à installer 26, rue Saint Robert à JOEUF cinq caméras comportant trois caméras extérieures fixes et deux caméras extérieures mobiles en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0111

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La liste des personnes chargées du droit d'accès aux images est annexée au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Sandrine GALLAND-MORICE, directrice,
- M. le maire de JOEUF,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Malzeville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 11 janvier 2001 n° 54.00.0031 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance à l'automate bancaire du crédit agricole de Lorraine – 1, rue de l'Orme – 54220 MALZEVILLE de trois caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de MALZEVILLE,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 15 janvier 1998 n° 54.98.0070 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, 48, rue du Sergent Blandan – 54000 NANCY est autorisé à installer un système de vidéosurveillance de 25 caméras comportant 6 caméras intérieures fixes, 3 caméras extérieures mobiles et 16 caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 18 juillet 1997 n° 54.97.0174 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La banque CIC EST est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence CIC EST agence de Baccarat – 4, rue Adrien Michaut – 54120 BACCARAT de cinq caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le représentant du service sécurité bancaire du CIC EST,
- Mme le maire de BACCARAT,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 18 juillet 1997 n° 54.97.0165 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La banque CIC EST est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence CIC EST agence de Briey – 31, place de la Lombardie – 54150 BRIEY de quatre caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le représentant du service sécurité bancaire du CIC EST,
- M. le maire de Briey,
- M. le sous-préfet de Briey
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Essey lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 18 juillet 1997 n° 54.97.0181 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La banque CIC EST est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence CIC EST agence d'Essey les Nancy de quatre caméras comportant trois caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le représentant du service sécurité bancaire du CIC EST,
- M. le maire de ESSEY LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 18 juillet 1997 n° 54.97.0178 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La banque CIC EST est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence CIC EST agence de Laxou Champ le Bœuf – Rue de la Vezouve – 54520 LAXOU de cinq caméras comportant quatre caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le représentant du service sécurité bancaire du CIC EST,
- M. le maire de LAXOU,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 18 juillet 1997 n° 54.97.0169 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La banque CIC EST est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence CIC EST agence de Longuyon – 27, rue de Sète – 54260 LONGUYON de quatre caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le représentant du service sécurité bancaire du CIC EST,
- M. le maire de LONGUYON,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 18 juillet 1997 n° 54.97.0170 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La banque CIC EST est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence CIC EST agence de Longwy Bas – 2, avenue Margaine – 54400 LONGWY de cinq caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le représentant du service sécurité bancaire du CIC EST,
- M. le maire de LONGWY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 26 janvier 1998 n° 54.97.0420 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La banque CIC EST est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence CIC EST agence de Nancy Médreville – 78, rue de Laxou – 54000 NANCY de cinq caméras comportant quatre caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le représentant du service sécurité bancaire du CIC EST,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0055 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence crédit agricole de TOUL Drouas – 21, rue Drouas – 54200 TOUL de sept caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- Mme le maire de TOUL,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Tomblaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0054 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de Tomblaine – 34, avenue de la Paix – 54510 TOMBLAINE de six caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,

- M. le maire de TOMBLAINE,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.
Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Piennes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0020 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence crédit agricole de Piennes – 8, rue de Verdun – 54490 PIENNES de sept caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de PIENNES,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 11 janvier 2001 n° 54.00.0031 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de Nancy Croix de Bourgogne – 62, rue Jeanne d'Arc – 54000 NANCY de quatre caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Malzéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0071 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance à l'automate bancaire du crédit agricole de Lorraine – 1, rue de l'Orme – 54200 MALZEVILLE de trois caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de MALZEVILLE,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0036 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de Longuyon – 45, rue de l'Hôtel de Ville – 54260 LONGUYON de quatre caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de LONGUYON,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Villers lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 10 avril 1998 n° 54.98.0012 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La banque CIC EST est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence CIC EST agence de Villers les Nancy – 146, avenue du Général Leclerc – 54600 VILLERS LES NANCY de quatre caméras comportant trois caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le représentant du service sécurité bancaire du CIC EST,
- M. le maire de VILLERS LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Piennes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 18 juillet 1997 n° 54.97.0173 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La banque CIC EST est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence CIC EST agence de Piennes – 3, rue Gino Raimondi – 54490 PIENNES de cinq caméras comportant quatre caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le représentant du service sécurité bancaire du CIC EST,
- M. le maire de PIENNES,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Neuves Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 18 juillet 1997 n° 54.97.0190 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La banque CIC EST est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence CIC EST agence de Neuves Maisons – 18, rue du Capitaine Caillon – 54230 NEUVES MAISONS de sept caméras comportant six caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le représentant du service sécurité bancaire du CIC EST,
- M. le maire de NEUVES MAISONS,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 3 juillet 2000 n° 54.00.0039 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La banque CIC EST est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence CIC EST agence de Nancy – 36, place des Vosges - 54000 NANCY de cinq caméras comportant quatre caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le représentant du service sécurité bancaire du CIC EST,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0076 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance à l'automate bancaire du crédit agricole de Lorraine – 9, place des 3 Evêchés – 54200 TOUL de trois caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- Mme le maire de TOUL,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0076 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de Lorraine – 9, place des 3 Evêchés – 54200 TOUL de quatre caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- Mme le maire de TOUL,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Vandoeuvre lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0057 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de Vandoeuvre Nations – Centre commercial des Nations – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY de six caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,

- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.
Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Vandoeuvre lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0056 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de Vandoeuvre Doumer – 13, avenue Paul Doumer – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY de trois caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Vandoeuvre lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 14 mai 2002 n° 54.02.0013 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de Vandoeuvre Vélodrome – 201, avenue du Général Leclerc 54500 VANDOEUVRE LES NANCY de six caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Blainville sur l'Eau

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 11 avril 1997 n° 54.97.0024 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de BLAINVILLE SUR L'EAU – 25, avenue Pierre Semard – 54360 BLAINVILLE SUR L'EAU de cinq caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- Mme le maire de BLAINVILLE SUR L'EAU,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Dieulouard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 11 avril 1997 n° 54.97.0028 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de DIEULOUARD – 25, avenue du Général de Gaulle – 54380 DIEULOUARD de huit caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de DIEULOUARD,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Essey lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0021 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole d'ESSEY – 2, avenue du Président Roosevelt – 54270 ESSEY LES NANCY de huit caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole,
- M. le maire de ESSEY LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 11 avril 1997 n° 54.97.0035 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de Laxou – 8, avenue de la Résistance – 54520 LAXOU Champ le Boeuf de six caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de LAXOU,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Homécourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 11 avril 1997 n° 54.97.0031 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de HOMECOURT de trois caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de HOMECOURT,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0047 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de Nancy Vosges – 24, place des Vosges – 54000 NANCY de six caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0045 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de NANCY Maginot – 59, rue Pierre Semard – 54000 NANCY de six caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0044 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de NANCY Médreville – 70, rue de Laxou – 54000 NANCY – 54000 NANCY de cinq caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0043 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de NANCY Trois Maisons – 36, Faubourg des Trois Maisons – 54000 NANCY de six caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,

- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.
Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 15 février 2005 n° 54.04.0081 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance à l'automate bancaire du crédit agricole de Lorraine – 2, rue Saint Epvre – 54000 NANCY de trois caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0039 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de LUNEVILLE – 6, rue Cyfflé – 54300 LUNEVILLE de six caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de LUNEVILLE,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0040 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de Lunéville – 36, avenue du 2^{ème} BCP – 54300 LUNEVILLE de cinq caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de LUNEVILLE,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Joeuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 11 avril 1997 n° 54.97.0034 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de JOEUF – 10, place de l'Hôtel de Ville – 54240 JOEUF de quatre caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de JOEUF,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Jarny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 11 avril 1997 n° 54.97.0033 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de JARNY – 33, rue Gambetta - 54800 JARNY de quatre caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de JARNY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Jarny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 11 avril 1997 n° 54.97.0032 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de JARNY – 144, rue Victor Hugo - 54800 JARNY de huit caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de JARNY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Neuves Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0048 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de NEUVES MAISONS – 33, rue Capitaine Caillon – 54230 NEUVES MAISONS de six caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de NEUVES MAISONS,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Villers lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0059 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de Villers – 133, avenue André Malraux – 54600 VILLERS LES NANCY de cinq caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de VILLERS LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Villerupt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 14 mai 2002 n° 54.02.0014 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de Villerupt – 35, rue Carnot – 54190 VILLERUPT de cinq caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de VILLERUPT,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Pont à Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0052 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La caisse régionale de crédit agricole mutuel de Lorraine, représentée par M. le directeur de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans l'agence du crédit agricole de PONT A MOUSSON – 4, rue du Maréchal Joffre – 54700 PONT A MOUSSON de six caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence du crédit agricole de Lorraine,
- M. le maire de PONT A MOUSSON,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 16 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 11 janvier 2008 n° 54.97.0092 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : *La faculté de pharmacie, 5, rue Albert Lebrun – 54000 NANCY est autorisée à installer un système de vidéosurveillance de 9 caméras comportant 1 caméra intérieure fixe et 8 caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit.*

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme le Doyen de la faculté de pharmacie,

- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.
Nancy, le 16 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Frouard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1^{er} : L'arrêté du 9 avril 1997 n° 54.97.0079 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La société FROUDIS, représentée M. Alain ALAZARD, président directeur général, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au centre LECLERC – 2, rue du Bois – ZAC du Saule Gaillard – FROUARD 54390 de seize caméras comportant dix caméras intérieures fixes et cinq caméras extérieures mobiles, en conformité avec le plan produit.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Eric MICHEL, responsable sécurité, M. Grégory GOBIN, adjoint responsable sécurité, M. Jean-Luc RECHT, directeur et M. Alain ALAZARD, président directeur général.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Alain ALAZARD, président directeur général du centre Leclerc,
- M. le maire de FROUARD,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Conflans en Jarnisy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1^{er} : L'arrêté du 15 janvier 1999 n° 54.98.0053 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La SA CONFDIST – E. LECLERC, représentée par M. Christian GRATIOT, PDG, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance de 32 caméras comportant 17 caméras intérieures mobiles, 8 caméras intérieures fixes, 7 caméras extérieures mobiles et 4 rails, en conformité avec le plan produit.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Christian GRATIOT, PDG, M. Lionel HORVAT, directeur et M. Hamid ZAID, responsable sécurité.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Christian GRATIOT, PDG,
- Mme le maire de CONFLANS EN JARNISY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 16 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Saulxures lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1^{er} : L'arrêté du 3 juillet 2007 n° 54.07.0057 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La mairie de SAULXURES LES NANCY, représentée par M. Michel CANDAT, maire, est autorisée à installer à la salle omnisports – côté rue Louis Blériot un système de vidéosurveillance de 1 caméra extérieure mobile en conformité avec le plan produit sous réserve que le champ de vision du dôme s'arrête à la route et ne visionne pas les maisons voisines.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le maire de SAULXURES LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 16 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Velaine en Haye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté portant le n° 54.04.0044 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : La SARL 4 M – représentée par M. Maurice SAGUET, gérant, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance à la station TOTAL – 13, route de Nancy – 54840 VELAIN EN HAYE, de quatre caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Maurice SAGUET, PDG,
- M. le maire de VELAIN EN HAYE,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 19 septembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Fléville devant Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 15 juin 2008 n° 54.08.0068 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : THE PHONE HOUSE, représenté par M. Jean-Pierre CHAMPION, président, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance dans leur magasin THE PHONE HOUSE de FLEVILLE DEVANT NANCY – 54710 – Zone commerciale de Frocourt Devant de deux caméras intérieures fixes (sous réserve que la caméra n°3 fonctionne que la nuit ou lors de la fermeture du magasin), en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Pierre CHAMPION, président,
- M. le maire de FLEVILLE DEVANT NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter des notifications/décisions ci-dessus, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies - 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière – CO N°38 - 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document considéré comme utile à l'instruction de la requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement****Avis de demande de constitution d'un groupe de travail appelé à élaborer un règlement de publicité à Lunéville**

Par délibération du 9 octobre 2008, le conseil municipal de la ville de LUNEVILLE a demandé la constitution d'un groupe de travail relatif à la révision du règlement local de publicité.

Conformément aux dispositions du code de l'environnement en particulier aux articles R.581-36 à R.581-41, pourront être associées à ce groupe de travail, avec voix consultative, et sur leur demande :

- ♦ Les chambres de commerce et d'industrie, de métiers, d'agriculture
- ♦ Les associations locales d'usagers agréées
- ♦ Les professions intéressées (cinq représentants au total).

Les demandes de participation avec voix consultative devront être adressées par pli recommandé avec avis de réception postale, ou déposées contre décharge, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle – direction du développement durable et des politiques Interministérielles – bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 1 rue Préfet Erignac - 54038 NANCY Cedex, dans un délai de 15 jours à compter de la publication de la présente annonce.

Tous les renseignements complémentaires pourront être obtenus à la mairie de LUNEVILLE.

*Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique***Extrait de l'arrêté du 7 novembre 2008 modifiant l'arrêté du 11 décembre 2007 fixant la nouvelle composition de la commission départementale consultative des gens du voyage**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

Compte tenu du renouvellement général des conseils municipaux et du renouvellement partiel des conseils généraux en mars 2008,
Considérant les propositions de désignations faites par les organismes concernés,

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : L'arrêté du 11 décembre 2007 fixant la nouvelle composition de la commission départementale consultative des gens du voyage est modifié comme suit :

REPRESENTANTS DE L'ETAT :

- Monsieur le directeur départemental de l'équipement ou son représentant
- Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ou son représentant
- Monsieur l'inspecteur d'académie ou son représentant
- Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ou son représentant
- Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY
- Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE
- Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL

REPRESENTANTS DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE :**Titulaires**

- | | |
|--------------------------|--|
| - Madame Michèle PILOT | Vice-présidente, CG du canton de Toul Nord |
| - Monsieur Claude BLAQUE | Vice-président, CG du canton de Tomblaine |
| - Monsieur André CORZANI | Vice-président, CG du canton de Briey |
| - Monsieur Jean LOCTIN | CG du canton de Domèvre-en-Haye |

Suppléants

- | | |
|--------------------------------|---|
| - Monsieur Jean-Pierre MINELLA | Vice-président, CG du canton de Homécourt |
| - Monsieur Jean-Claude PISSENE | Vice-président, CG du canton de Saint-Nicolas de Port |
| - Monsieur Gérard ROYER | CG du canton de Seichamps |
| - Monsieur Jean-Marie UHLRICH | Vice-président, CG du canton de Pompey |

REPRESENTANTS DES COMMUNES :**Titulaires**

- | | |
|---------------------------------------|-------------------------------|
| - Monsieur Henri BEGORRE | Maire de Maxéville |
| - Monsieur Jean-François GRANDBASTIEN | Maire de Frouard |
| - Monsieur Jean-Paul VINCHELIN | Maire de Neuves-Maisons |
| - Monsieur Claude HANRION | Maire de Rosières en Haye |
| - Monsieur Jean-Marie SCHLERET | Conseiller municipal de Nancy |

Suppléants

- | | |
|------------------------------|-------------------------------|
| - Monsieur Jean COURCOUX | Maire de Labry |
| - Madame Nicole FEIDT | Maire de Toul |
| - Monsieur Fernand PHILIPPE | Maire de Croismare |
| - Monsieur Gilbert MARCHAL | Maire de Jezainville |
| - Monsieur Frédéric BREGEARD | Adjoint au maire de Lunéville |

REPRESENTANTS DES ASSOCIATIONS ET PERSONNES QUALIFIEES :**Association amitiés tziganes**

- Titulaire : Monsieur David VAN LANDUYT
- Suppléant : Monsieur Didier ROLLIN

Association sociale nationale et internationale tzigane

- Titulaire : M. Moïse SHTENGERY
- Suppléant : M. Jacques DUPUIS

Association droit au logement

- Titulaire : Monsieur Guy SEVERIN
- Suppléante : Madame Renée SERRA-MATIAS

Ligue des droits de l'homme

- Titulaire : Madame Monique DECKER
- Suppléante : Madame Germaine VANTUSSO

Union départementale des associations familiales

- Titulaire : Monsieur Pierre VIDAL, administrateur
- Suppléant : Monsieur Etienne SIAUD, vice-président

Centre académique pour la scolarisation des nouveaux arrivants et des enfants du voyage (inspection académique)

- Titulaire : Madame Annie HUVET
- Suppléante : Madame Catherine COLNOT

REPRESENTANTS DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES ET MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE :**Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle**

- Titulaire : Madame Monique BOGE,
- Suppléante : Madame Isabelle ABDELMOULA

Mutualité Sociale Agricole-Lorraine

- Titulaire : Monsieur Guy GERARD
- Suppléant : Monsieur Jean-Pierre L'HUILLIER

Art. 2 : L'article 2 de l'arrêté susmentionné reste sans changement.

Art. 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy le 7 novembre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Le président du conseil général,
Michel DINET

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Arrêté n° 08.BMSSE.70 du 10 novembre 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur de cabinet

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 17 octobre 2008 nommant Monsieur Frédéric BERNARDO, magistrat de l'ordre judiciaire, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur du cabinet, à l'effet de signer :

a) Tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires ainsi que les ampliations de ces arrêtés au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet :

BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES

- Affaires liées aux élections et distinctions honorifiques, au secrétariat de la commission de la lutte contre le travail illégal, à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT), aux déplacements officiels.

BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ

- Affaires liées à la sécurité et à l'ordre public, à la sécurité routière, à la prévention de la délinquance et animation de l'ensemble des instances concourant à la mise en œuvre de ces politiques, en lien avec les forces de sécurité intérieure.

BUREAU DE LA COMMUNICATION

- Annonces judiciaires et légales, communiqués de presse

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- Sécurité civile, protection des populations, secours aux personnes, catastrophes naturelles, inondations, défense civile et gestion des crises, explosifs, présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées

b) Les arrêtés d'hospitalisation d'office

c) Les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrments des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy

d) Les arrêtés de réquisition de médecins dans le cadre de la permanence des soins

e) Les arrêtés concernant les situations issues du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Frédéric BERNARDO, au titre des crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale pour les paragraphes dont il assure la responsabilité de gestion au titre de directeur de cabinet.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric BERNARDO, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à Monsieur Jean-Michel MOUGARD, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture et à Monsieur Jean-Louis BIOU, attaché principal, adjoint au directeur de cabinet, à l'exception, en ce qui concerne ce dernier, des arrêtés d'hospitalisation d'office.

Art. 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1er ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES

- Monsieur Yann NEGRO, attaché principal, chef du bureau des affaires politiques

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Valérie SCHOLL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle et à Madame Geneviève LASKOWSKI, secrétaire administrative de classe exceptionnelle pour les courriers internes à la préfecture et les bordereaux d'envoi.

BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ

- Monsieur Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité

BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE :

- Madame Caroline TEJEDO, attachée principale, chef de bureau de la communication

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, délégation est donnée à Madame Martine GILLET, secrétaire administrative.

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

- Monsieur Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile

- Monsieur Olivier BECKER, attaché principal, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Mademoiselle Roxane THOMAS, attachée, Monsieur Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure et à Madame Christiane BALLE, secrétaire administrative.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- Monsieur Olivier BECKER, attaché principal, adjoint au chef de bureau du service interministériel de défense et de protection civile,

- Mademoiselle Roxane THOMAS, attachée,

- Monsieur Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure,

- Madame Christiane BALLE, secrétaire administrative,

- Monsieur Fabien LAFONT secrétaire administratif.

Art. 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à Monsieur Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
 - les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
 - les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
 - les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
 - * retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour
- assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Art. 6 : Demeurent réservés à la signature de M. le préfet :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire hormis ceux définis à l'article 1 alinéa c) du présent arrêté

b) les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Art. 7 : L'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.53 du 9 juillet 2008 accordant délégation de signature à M. RANCHERE, directeur de cabinet, est abrogé.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Frédéric BERNARDO, directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie en sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 novembre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté de délégation de signature n° OSD 0810 du 10 novembre 2008 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Marc DERHAN, fondé de pouvoir par intérim de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 1^{er} août 2003 nommant M. Christian BRUNET en qualité de trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ;

VU le règlement départemental du 24 septembre 2007 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

VU l'instruction 07-035-D8 du 19 juillet 2007 du ministère de l'économie et des finances (Direction générale de la comptabilité publique) relative à la gestion des cités administratives ;

VU la décision du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle en date du 6 novembre 2008 confiant à M. Marc DERHAN en qualité de fondé de pouvoir par intérim la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Art. 1^{er} : A compter du 17 novembre 2008, délégation de signature est accordée à Monsieur Marc DERHAN, fondé de pouvoir par intérim de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle à l'effet de liquider les dépenses et de signer les mandats édités par la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle imputés sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07) au titre du programme 156 «Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local » (Chapitre 0156) et du programme 722 « Dépenses immobilières » (Chapitre 0722)

Art. 2 : La délégation visée à l'article 1^{er} ne concerne pas les éventuels ordres de réquisition du comptable public, qui demeurent soumis à ma signature.

Art. 3 : Le fondé de pouvoir par intérim de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature à un ou des agents dont la fonction est compatible avec le principe de séparation des fonctions de l'ordonnateur et du comptable. Cette signature est accréditée auprès de Monsieur le trésorier payeur général en tant que comptable assignataire des dépenses susvisées des chapitres 0156 et 0722.

DELEGATION DE SIGNATURE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Art. 4 : Délégation de signature est accordée à M. Marc DERHAN à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 133 000 € hors taxes pour les fournitures et services et 206 000 € hors taxes pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 24 septembre 2007 pour les dépenses relevant de la délégation visée à l'article 1^{er} du présent arrêté. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Les seuils de 133 000 et 206 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Sont exclus de cette délégation les marchés formalisés quel que soit leur montant.

Art. 5 : Délégation de signature est également donnée à M. Marc DERHAN à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, les actes d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

Art. 6 : M. Marc DERHAN peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

Art. 7 : Les dispositions de l'article 4 ne s'appliquent pas aux marchés qui entrent dans le domaine des marchés mutualisés mis en place au niveau départemental. Ceux-ci doivent faire l'objet d'une prise en compte soit au niveau d'un marché national, soit au niveau des marchés mutualisés départementaux.

Art. 8 : Cette délégation prend effet à compter du 17 novembre 2008.

Art. 9 : L'arrêté préfectoral du 13 août 2008 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Alain MAUCHAMP, chef des services départementaux du trésor public de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

Art. 10 : Le secrétaire général de la préfecture et le fondé de pouvoir par intérim de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 10 novembre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Arrêté du 12 novembre 2008 constatant la mise à jour du périmètre du schéma de cohérence territoriale nord meurthe-et-mosellan

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'en vue de la création de l'établissement public chargé de l'élaboration et de la gestion du schéma de cohérence territoriale nord meurthe-et-mosellan, il convient de constater la mise à jour de l'arrêté de périmètre du 02 juillet 2003 précité en enregistrant, d'une part le retrait automatique dudit périmètre des communes de Thil et de Villerupt suite à leur adhésion à la communauté de communes du pays Haut Val d'Alzette, et, d'autre part, les changements structurels opérés à l'intérieur dudit périmètre, lequel n'est pas modifié ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Est constatée, la mise à jour du périmètre du schéma de cohérence territoriale nord meurthe-et-mosellan comprenant les territoires des collectivités suivantes :

- Les établissements publics de coopération intercommunale :
 - * Communauté de communes du pays de Longuyon,
 - * Communauté de communes des deux Rivières,
 - * Communauté de communes de l'agglomération de Longwy,
 - * Communauté de communes du pays Audunois,
 - * Communauté de communes de l'EPCI du bassin de Landres ;
 - * Communauté de communes du pays de Briey,
 - * Communauté de communes du Jarnisy,
 - * Communauté de communes du Pays de l'Orne,
 - * Communauté de communes du Mad à l'Yron.
- Les communes :

* BATILLY - FILLIERES - SAINT-AIL - TIERCELET - VILLERS-LA-MONTAGNE

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le sous-préfet de Verdun, Mmes et MM les maires des communes et présidents des établissements publics de coopération intercommunale retenus dans le périmètre, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui sera affiché, pendant un mois, dans les mairies des communes et communautés de communes membres, ainsi qu'au siège de l'établissement public compétent et dont mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans le Républicain Lorrain.

Nancy, le 12 novembre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

Extrait de l'arrêté du 3 novembre 2008 autorisant la modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du pays de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du projet ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Pays de Longuyon est autorisée comme suit :

« Art. 2 : *Compétences optionnelles*

C. Vie sociale, sportive et culturelle, et éducative

- La communauté de communes cherchera à promouvoir la pratique théâtrale ou musicale et la fréquentation cinématographique par l'intermédiaire de structures existantes,
- Etudier la possibilité de mettre en place un service de portage de repas et de courses à domicile,
- Etude, expérimentation et organisation d'un transport à la demande de particuliers par le biais de taxis,
- Favoriser la préservation des races anciennes de volailles,
- Installer un rucher école avec les Apiculteurs amateurs,
- Achat et distribution de colis de fin d'année aux Anciens à partir de 60 ans. »

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du Pays de Longuyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 3 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Briey,
Philippe RONSSIN

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

Extrait de l'arrêté du 10 novembre 2008 portant modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux Bruley-Lucey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, en application des articles L 5211-17 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le syndicat des eaux Bruley-Lucey est autorisé à exercer la compétence eau potable (production, adduction, distribution) , à compter du 1^{er} janvier 2009, conformément aux statuts modifiés dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

Art. 2 : Le sous-préfet de Toul, le président du syndicat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 10 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Les nouveaux statuts du syndicat intercommunal des eaux des communes de Bruley-Lucey peuvent être consultés à la sous-préfecture de Toul.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE****Arrêté A.R.H. n° 201/08 du 27 octobre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L. 6115-1, L. 6115-3, L.6115-8 et l'article R. 6115-2,

Vu la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé et notamment son article 36,

Vu l'ordonnance N° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée,

Vu l'ordonnance N°2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation,

Vu l'ordonnance N°2005-406 du 2 mai 2005 portant simplification du régime juridique des établissements de santé,

Vu le décret N° 96-1039 du 29 novembre 1996 relatif aux agences régionales de l'hospitalisation,

Vu le décret N° 2005-434 du 6 mai 2005 relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaires,

Vu la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

Vu le décret ministériel du 2 août 2007 portant nomination de Monsieur le Docteur Jean-Yves GRALL, en qualité de directeur, de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Vu l'arrêté ministériel n°1830 du 14 août 2008 portant nomination de Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle,

Vu l'arrêté ministériel n°1585 du 16 juillet 20078 portant nomination de Madame Claudine BARBASTE dans les fonctions de directrice-adjointe de l'action sanitaire et sociale à la D.D.A.S.S de Meurthe et Moselle,

Vu l'arrêté ministériel n°0411619 du 29 septembre 2006 portant nomination de Madame Brigitte DEMPT dans les fonctions d'inspecteur hors classe de l'action sanitaire et sociale à la D.D.A.S.S de Meurthe et Moselle,

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, les décisions, correspondances et documents, à l'exception de ceux relevant des matières visées dans l'article 2 du présent arrêté :

Concernant les établissements de santé situés dans le département de la Meurthe et Moselle, notamment :

- Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité prévues par l'article L.6143-4 du code de la santé publique

- La composition et désignation des membres :

* des conseils d'administration des établissements publics de santé, R 6143-14 du code de la santé publique

* des conseils d'administration des syndicats interhospitaliers prévue à l'article R.6132-8 du code de la santé publique

* du conseil d'administration du Centre de Lutte contre le Cancer prévue à l'article D 6162-2 du code de la santé publique

- La désignation des deux représentants des usagers et leurs suppléants au sein des commissions des relations avec les usagers et de la qualité de la prise en charge prévue à l'article R.1112-83 C.S.P.

- La composition de la commission d'activité libérale prévue à l'article R.6154-12 code de la santé publique

- Les contrats d'activité libérale,

- La nomination des médecins libéraux exerçant au sein des hôpitaux locaux des soins de médecine, soins de suite et de réadaptation au titre de l'article R.6141-25

- La nomination des médecins libéraux coordonnateurs en hôpital local au titre de l'article R.6141-33

Ainsi que ceux concernant :

- Dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations, la notification faite au promoteur qui reconnaît complets ou non les dossiers déposés, conformément à l'article R.6122-32 al.2 du C.S.P.

Art. 2 : Demeurent hors du champs de délégation de signature prévue à l'article 1 les matières suivantes :

- les délibérations prises par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en application de l'article L. 6115-4 du code de la santé publique,

- les contrats d'objectifs et de moyens prévus aux articles L. 6114-1 à 5 du code de la santé publique,

- l'arrêté portant schéma régional d'organisation sanitaire prévu à l'article L. 6121-8 du code de la santé publique,

- l'arrêté portant les limites des territoires de santé prévu à l'article R.6131-1 du code de la santé publique,

- la révision de l'autorisation lorsque le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine constate que les objectifs quantifiés fixés par le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens mentionné à l'article L 6114-2 du code de la santé publique sont insuffisamment atteints (L 6122-12 du code de la santé publique),

- les arrêtés concernant les actions de complémentarité prévues aux articles L. 6132-2 à 6, L. 6133-2, L. 6121-1 à 3 du code de la santé publique,

- la demande à deux ou plusieurs établissements de conclure une convention de coopération, de créer un groupement sanitaire de coopération, un syndicat interhospitalier ou un groupement d'intérêt public, de prendre une délibération tendant à la création d'un nouvel établissement public de santé par fusion des établissements concernés et, le cas échéant, la décision d'imposer une de ces modalités, dans les conditions prévues à l'article L. 6122-15 du code de la santé publique,

- l'arrêté portant approbation de la convention constitutive d'un groupement de coopération sanitaire prévu aux articles L 6133-1 et suivants,

- l'initiative du contrôle à l'intérieur des établissements de santé des organismes exerçant les missions d'établissement de santé prévu à l'article L. 6116-2 du code de la santé publique,

- Toutes les décisions prises dans le cadre de l'article L.6122-13 du code de la santé publique

- la suspension ou le retrait de l'autorisation de l'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein (article L. 6154-6 du code de la santé publique)

- Toutes les décisions prises dans le cadre de l'article L.4113-14 et L.4221-18 du code de la santé publique

- Toutes les décisions prises dans le cadre des articles L.6143-3 et -3-1 et L.6161-3-1 du code de la santé publique.
- le déferé au tribunal administratif application de l'article L. 6143-4 du code de la santé publique,
- la création d'un établissement public de santé dans les conditions prévues à l'article L. 6141-1 du code de la santé publique,
- l'approbation des projets d'établissement des établissements publics de santé (articles L. 6143-2 et L. 6114-1 du code de la santé publique)
- la conclusion de contrats de concession pour l'exécution du service hospitalier prévue à l'article L. 6161-9 du code de la santé publique,
- la décision de classement en hôpital local tel que défini à l'article L. 6141-2 du code de la santé publique

- le renouvellement et la nomination à titre provisoire des chefs de service de psychiatrie (article L.6146-4 du code de la santé publique)

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel BOUFFIER, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Claudine BARBASTE, directrice-adjointe, et par Madame Brigitte DEMPT, inspecteur hors classe, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claudine BARBASTE.

Art. 4 : Cette délégation de signature s'éteint dès que les personnes intéressées cessent d'exercer les fonctions au titre desquelles elles ont été nommées.

Art. 5 : Cet arrêté abroge et remplace les arrêtés n°144/07 du 1^{er} décembre 2007 et n°51/08 du 7 avril 2008.

Art. 6 : Cet arrêté de délégation de signature sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine et de la préfecture du département de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 27 octobre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Arrêté A.R.H. n° 205 du 27 octobre 2008 portant désignation du directeur par intérim au centre psychothérapique de Nancy à Laxou à compter du 1^{er} novembre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.6115-3 et L.6115.4 ;

Vu la loi n° 83-634 du 17 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-920 du 2 août 2005 portant dispositions relatives à la direction de certains établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment ses articles 1 et 7 ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 août 2005 portant application du décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 juin 2008 nommant Monsieur BOUYSSSET Yves, directeur du centre hospitalier de Valence (26) ;

Considérant qu'il appartient au Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine de prendre toute mesure nécessaire en vue de faire assurer l'intérim des fonctions de directeur dans les établissements mentionnés par le décret n° 2005-920 du 2 août 2005 ;

Sur proposition du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et avec l'accord des présidents des conseils d'administration ;

A R R E T E

Art. 1^{er} : Madame CAILLIER Isabelle, directrice adjointe du centre psychothérapique de Nancy à Laxou est chargée, à compter du 1^{er} novembre 2008, de l'intérim des fonctions de directeur du centre psychothérapique de Nancy à Laxou et ce jusqu'à la nomination d'un directeur en titre.

Art. 2 : Madame CAILLIER Isabelle pourra bénéficier de l'indemnité d'intérim prévue à l'article 7 du décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction.

Art. 3 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à madame la directrice de l'établissement de santé et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 27 octobre 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Le directeur adjoint,
Marcel DOSSMANN

SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté du 30 octobre 2008 portant nomination des membres du Comité Pluridépartemental du Fonds Social de l'Assurance Maladie des Exploitants Agricoles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : Les dispositions de l'arrêté daté du 7 octobre 2008 sont annulées.

Art. 2 : Sont nommés membres du Comité Pluridépartemental du fonds Social de l'assurance Maladie des Exploitants Agricoles, pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} novembre 2008.

1) EN QUALITE DE REPRESENTANTS DE LA CAISSE DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE (MEURTHE-ET-MOSELLE – MOSELLE - VOSGES)

MEMBRES TITULAIRES :

- Mme BRABANT Christine, 62 bis, rue de la Nied - 57320 FILSTROFF
- Mme BRODIER Renée, 6, rue de l'Ecole - 54150 FLEVILLE LIXIERES
- M. BUZON Philippe, 5, rue de Nancy - 54610 RAUCOURT
- M. DESALME Claude, 22, rue Haute - 57630 JUVELIZE
- M. GERARD Jean-René, 55 rue du Four - 88270 VALFROICOURT
- Mme HENOT Monique, 54 rue de la Côte - 57420 LORRY-MARDIGNY
- M. MAILLARD Frédéric, 348, Grande Rue - 88300 LANDAVILLE
- Mme PEULTIER Colette, 2 rue Charles Fisson - 54990 XEUILLEY
- Mme THOMAS Nathalie, 8, rue Sainte-Menne - 88500 PUZIEUX

MEMBRES SUPPLEANTS :

- Mme BARTHELEMY M-Claude, 16, rue de la Côte - 88270 LES ABLEUVENETTES
- Mme DELAITE Yvette, 8 rue de la Bonne Dame - 88600 FREMIFONTAINE
- Mme GRALLET Anne-Marie, 16 rue du Capitaine Durand - 54290 ROZELIEURES
- M. HELLUY Bernard, 6 rue Haute - 54450 BARBAS

- M. Jean-Pierre L'HUILLIER, 75, rue de l'Huilerie - 88270 DOMPAIRE
- M. PARMENTIER Paul, 2 bis, rue de Weltring - 57400 BUHL
- M. SAMSON Jean Paul, 47 rue de la Côte - 57420 LORRY-MARDIGNY
- M. Serge WAHU, 9, rue Notre-Dame - 54800 SPONVILLE
- M. WELTER Laurent, 49, rue de Wampich - 57100 THIONVILLE
2) EN QUALITE DE REPRESENTANTS DE APRIA-RSA LORRAINE

MEMBRES TITULAIRES :

- M. PHILIPPE Stéphane, 8, rue Neuve - 88300 HARMONVILLE
- M. GIRARD Bernard, 31 rue Principale - 57420 GOIN
- M. LADOUCKETTE, 15, rue du Bois le Prêtre - 54470 FEY EN HAYE

MEMBRES SUPPLEANTS :

- M. DESHAYES Christian, 8, rue du Centre - 57580 HAN SUR NIED
- M. ROSE Pascal, 2, rue de Lorraine - 54150 BRIEY
- Mme TURBAN Agnès, 9 rue de Paquis - 88500 AVILLERS
- Mme BARBE Véronique, 9, route de Varmonzey - 88130 UBEXY
- M. BERARD Dominique, 37, rue de Metz - 57420 SILLEGNY
- Mme FRANCOIS-KLEIN Audrey, 14, rue Saint Christophe - 54610 EPLY

Art. 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur du Travail, Chef du Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Lorraine sont chargés de l'exécution du présent Arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean Michel MOUGARD

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 01134-08 du 22 octobre 2008 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale, 21 rue de la Liberté - 54490 PIENNES - Autorisation n° 54-92

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'autorisation prévue à l'article L 6211-2 du Code de la Santé Publique est accordée à la Société LABOHEM 54, agréée sous le numéro 15, en vue d'exploiter, à compter du 20 octobre 2008, un laboratoire d'analyses de biologie médicale sis au 21 rue de la Liberté à Piennes (54490), agréé sous le n° 54-92, dans les conditions ci-après :

Raison sociale :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale
21 rue la Liberté
54490 PIENNES

Directeur : Monsieur Gérard SOULA, pharmacien biologiste, autorisé à effectuer les actes de : hématologie, sérologie, immunologie, biochimie, virologie, bactériologie, parasitologie, prélèvements de sang veineux ou capillaire.

Art. 2 : Cette décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de Piennes et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont un exemplaire sera adressé à :

- SELARL LABOHEM 54,
- Monsieur Gérard SOULA ,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de Piennes,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens Section G,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 01142-08 du 22 octobre 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale - Agrément n° 15 - Autorisation n° 54-74 - Autorisation n° 54-92

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- Le changement de dénomination sociale de la « SELARL laboratoire d'analyses de biologie médicale MAIREY » en « SELARL LABOHEM 54 » ;
- La demande de création d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale au 21 rue de la liberté à Piennes (54490) déposé par la SELARL LABOHEM 54 ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté DDASS/AES N° 179 du 28 mai 2001 autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral à responsabilité limitée «SELARL laboratoire d'analyses de biologie médicale MAIREY » agréée sous le n° 15, est modifié comme suit à compter du 20 octobre 2008 :

Dénomination sociale :

LABOHEM 54.

Siège social :

9 rue de Metz
54150 BRIEY

Forme :

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée (SELARL)

Objet de la société :

La société a pour objet l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

9 rue de Metz

54150 BRIEY

Autorisation n° 54-74

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

21 rue de la Liberté

54490 PIENNES

Autorisation n° 54-92

Gérants :

Monsieur Didier MAIREY, associé professionnel

Monsieur Gérard SOULA, associé professionnel

Répartition du capital social :

Monsieur Didier MAIREY : 989 parts

Monsieur Gérard SOULA : 1 part

Madame Nathalie PAIN : 10 parts

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à :

- SELARL LABOHEM 54 ;

- Monsieur le directeur de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé ;

- Madame la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales, inspection de la pharmacie ;

- Monsieur le maire de Briey ;

- Monsieur le président du conseil central de la section G de l'ordre national des pharmaciens ;

- Monsieur le président du conseil national de l'ordre des médecins ;

- Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de NANCY ;

- Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de LONGWY.

- Monsieur le directeur départemental des archives.

Nancy, le 22 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service santé - environnement

Arrêté préfectoral du 31 octobre 2008 modifiant l'arrêté du 27 mai 2004 relatif à la dérivation du captage de la source de l'Eglise et l'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau par et sur la commune d'Ecrouves, déclarés d'utilité publique et à l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine en prorogeant le délai au delà duquel l'inhumation de corps dans le cimetière d'Ecrouves est interdite

L'arrêté préfectoral est consultable dans son intégralité, en préfecture de Meurthe-et-Moselle (bureau de l'environnement et de l'aménagement du territoire), à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (service santé environnement) ou en mairie d'Ecrouves.

Arrêté préfectoral du 6 novembre 2008 relatif à la dérivation et l'établissement des périmètres de protection de la source de Bellefontaine à Champigneulle, de la Galerie du Hardillon à Frouard et du Puits de la Duchesse à Liverdun par la commune de Frouard en communes de Champigneulle, Frouard, Laxou, Liverdun et Maxéville qui ont été déclarés d'utilité publique et à l'autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

L'arrêté préfectoral est consultable dans son intégralité, en préfecture de Meurthe-et-Moselle (bureau de l'environnement et de l'aménagement du territoire), à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (service santé environnement) et en mairies de Champigneulle, Frouard, Laxou, Liverdun et Maxéville.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

Service association foncière

Extrait de l'arrêté 2008/AF/342 du 23 octobre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Serres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de SERRES est composé ainsi qu'il suit :

- Le maire de la commune de SERRES ou un conseiller municipal désigné par lui.

- Le conseiller général du canton concerné.

- Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

* M. Benoît GOUDOT - M. François MARCHAL - M. Christian SIMONIN - M. Jean-Louis VIGNERON

- Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

* M. Gérard GOUDOT - M. Gérard OSTE - M. Dominique MARCHAL - M. Jean-Michel BARBE

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de SERRES est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de SERRES et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/344 du 23 octobre 2008 portant dissolution de l'association foncière de Remenoville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : L'association foncière de REMENOVILLE est dissoute.

Art. 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de REMENOVILLE est transféré à la commune de REMENOVILLE qui en assurera l'entretien.

Art. 3 : Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de REMENOVILLE sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de REMENOVILLE.

Art. 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de REMENOVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 23 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/371 du 27 octobre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Lagny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de LAGNEY est composé ainsi qu'il suit :

- Le maire de la commune de LAGNEY ou un conseiller municipal désigné par lui.

- Le conseiller général du canton concerné.

- Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

* M. Joël LABUSSIÈRE - M. Julien MARIN - M. Gérard OESCH

- Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

* M. Bernard CHENOT - M. Michel MARIN - M. Henri SOYER

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de LAGNEY est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de LAGNEY et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 27 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2008/AF/372 du 27 octobre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Pagny-derrière-Barine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Le bureau de l'association foncière de PAGNEY DERRIERE BARINE est composé ainsi qu'il suit :

- Le maire de la commune de PAGNEY DERRIERE BARINE ou un conseiller municipal désigné par lui.

- Le conseiller général du canton concerné.

- Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

* M. Patrick MOUROLIN - M. Daniel FREMINET - M. José FERREIRA - M. François CHENOT

- Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

* M. Stéphane ZAPOTINY - M. Roger ZOPPE - M. Damien SEGALT - M. Jean-Claude EULRIET

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de PAGNEY DERRIERE BARINE est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de PAGNEY DERRIERE BARINE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 27 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Délégation générale de signature du 13 octobre 2008

Je soussigné, Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, constitue comme mandataires, à compter du 13 octobre 2008, les personnes suivantes :

I – Délégations générales

M. Alain MAUCHAMP, Chef des Services du Trésor Public, assure, sous mon autorité et en qualité de fondé de pouvoir, la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle. Il reçoit procuration générale à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y attachent. Il est autorisé à agir en justice, et pour effectuer les déclarations de justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives.

Procuration générale et autorisation à agir en justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif de procédures collectives notamment sont, par ailleurs, données pour n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de M. Alain MAUCHAMP, mais sans que cette condition ne soit opposable aux tiers, à :

M. Marc DERHAN,	Trésorier Principal, Fondé de pouvoir assistant
M. Hervé FRIDRICK,	Inspecteur principal auditeur
M. Eric PIQUE,	Inspecteur principal auditeur
M. Cyril COCHARD,	Inspecteur principal auditeur
Mme Anne Marie KLEIN,	Trésorier principal
Mme Anne-Marie FLAMANT,	Receveur-percepteur, Contrôleur de gestion
Mme Françoise TONIN,	Receveur-Percepteur, Chef de division
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur-Percepteur, Chef de division
Mme Sylvie ROMAIN,	Receveur Percepteur, Chef de division

II – Délégations spéciales

1- Fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France

1-1 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à :

Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
M. Vincent TOLDRE,	Inspecteur, chef du service Dépense et chef du service CFD
Madame Angélique MARTIN,	Inspecteur, chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion
Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
M. Bernard LAROSE,	Contrôleur, Service Comptabilité
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur percepteur, chef de division et gérant intérimaire du service Comptabilité

1-2 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement PTCLI, à :

Mme Maryse DE DONATO,	Contrôleur principal, Service Gestion des impôts et des amendes
-----------------------	---

1-3 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les significations des actes d'Huissiers de justice et d'Huissiers du Trésor pour le service Dépôts et Services financiers, à :

Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
------------------------	---

1-4 Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
------------------------	---

2- Déclaration de créances du Trésor au passif des procédures collectives

Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor public au passif des procédures collectives, à :

Mme Isabelle VICHARD,	Inspecteur, Pôle Recouvrement Animation Contentieux
M. Thierry LUSQUE,	Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers

3- Significations des actes d'huissiers de justice et d'huissier du Trésor

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de justice ou huissiers du Trésor, à :

Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
-----------------------	---

4- Fichier central des chèques

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

M. Michel ROUSSEAU,	Receveur - Percepteur, Chef de division
Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

5- Cellule immobilière SIP (Services Impôts des Particuliers)

Procuration spéciale est donnée à :

M. Laurent RIGOLEAU,	Inspecteur du Trésor public, pour :
----------------------	-------------------------------------

- Engager en mon nom et à hauteur de 10 000€ (jusqu'à la fin de l'année 2008) les commandes relatives à la création des SIP.

- Signer les bons de livraison et réceptionner les commandes ou colis relatifs à la création des SIP.

- Apposer la mention « service fait » sur les factures concernant les commandes relatives à la création des SIP.

6- Fonctionnement des services

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

M. Gilles FLUCK,	Inspecteur, chef du service Budget logistique
Melle France BERNIZ,	Inspecteur, chargée de la Formation professionnelle et de la documentation
Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, Chef du Service Dépôts et Services Financiers
M. Vincent TOLDRE,	Inspecteur, Chef du service Contrôle Financier Déconcentré et du service Dépense
Mme Dominique CRABOUILLET,	Inspecteur, chargée des Affaires économiques et de la Communication
Mme Sylvie ROMAIN,	Receveur Percepteur, Chef du service Ressources Humaines
Mme Isabelle VICHARD,	Inspecteur, Responsable du Pôle Recouvrement Animation Contentieux
Mme Angélique MARTIN,	Inspecteur, Chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion et déléguée au contrôle interne SPL
M. Julien PEYRISSAGUET,	Inspecteur, Chargé de mission cellule CEPL animation et pilotage
Mme Bénédicte OLLIER,	Inspecteur, Chargée de mission cellule CEPL animation et pilotage
M. Stéphane LAMBERT,	Inspecteur, Chargé de mission informatique et bureautique
Mme Odile GAMBETTE,	Inspecteur, Chargée des Affaires Economiques

Mme Claire BERTRAND, Inspecteur, Chef du service Gestion des Impôts et Amendes
 Mme Sophie CHEVALIER, Inspecteur, Responsable de la Cellule Qualité Comptable et déléguée au Contrôle interne Etat
 M. Thierry DELON, Inspecteur, chef du service de contrôle de la redevance audiovisuelle
 M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers
 M. Michel ROUSSEAU, Receveur percepteur, gérant intérimaire du service Comptabilité

7- Fonctionnement du service « Recouvrement produits divers »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, demandes de renseignements et accusés de réception, délais de paiement et états de poursuites par voie de saisie du service Recouvrement produits divers, ainsi que états annuels des certificats reçus (DC7) à :

M. Thierry LUSQUE, Inspecteur
 Melle Jacqueline BIGEREL, Contrôleur
 Mme Agnès PREBAY, Contrôleur
 M. Lionel POLLET, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7), à :

M. Luc THIEBAUT, Agent d'administration principal
 Mme Anne-Marie FOOS, Agent d'administration principal
 Mme Martine POINSIGNON, Agent d'administration principal
 Mme Marie France BIEHLER, Agent d'administration principal

8- Fonctionnement du service Gestion des impôts et amendes (GIA)

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les demandes de renseignements et accusés de réception du service GIA, les états de poursuites par voie de saisie, à :

Mme Claire BERTRAND, Chef du service
 Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal

9- Fonctionnement du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents nécessaires à la paie des agents adressés au Département informatique auprès de la Trésorerie générale de la Moselle, à

Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef de Division
 M. Marc DERHAN, Trésorier Principal, Fondé de pouvoir assistant
 Mme Anne Marie FLAMANT, Receveur percepteur, Chef de Division

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer en l'absence du Chef du service Ressources humaines, le courrier interne au service, à :

Mme Anne-Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les attestations de présence au concours du Trésor public, à :

M. Luc SCHEFFMANN, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des « chronopost », à :

Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal
 Mme Marie Christine JACOBY, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant, à :

Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant, de procéder au mouvements des valeurs « titres restaurant », de procéder à l'approvisionnement en titres restaurant des postes non centralisateurs, à :

Mme Marie Christine JACOBY, Agent d'administration principal
 Mme Anne Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, chef du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique à :

Mme Sylvie GUYOT, Agent d'administration principal
 Mme Danielle CHEVALIER, Agent d'administration principal
 Mme Aline CHEF, Adjoint technique du Trésor public
 M. Jean OILLET, Agent d'administration

10- Fonctionnement du service Budget logistique

Procuration spéciale destinée à apposer la mention « service fait » sur les factures concernant la Trésorerie générale, est donnée à :

M. Gilles FLUCK, Inspecteur, Chef du service
 Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur
 Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef du service Budget logistique, le courrier interne au service, à :

Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur
 Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique, à :

M. Fabrice JACQUINET, Agent d'administration principal
 Mme Annick HALLER, Agent d'administration principal
 Mme Monique GERARD, Agent d'administration principal

11- Fonctionnement du Pôle Recouvrement Animation Contentieux

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Pôle Recouvrement Contentieux, le courrier interne au service, à :

M. Bertrand FLOC'H, Contrôleur

12- Fonctionnement du service Dépense

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service dépense, le courrier interne au service, à :

Mme Marie-Christine JUHEL, Contrôleur
 Mme Martine FROST, Contrôleur principal

13- Fonctionnement du service Comptabilité

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Comptabilité, le courrier interne au service, à :

M. Bernard LAROSE, Contrôleur

14- Fonctionnement du service CEPL comptabilité et opérations de gestion

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL opérations de gestion, le courrier interne au service, à :

M. Fabrice ARNET, Contrôleur principal

15- Fonctionnement du service CEPL pilotage et animation

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL pilotage et animation, le courrier interne au service, à :

Mme Annette KIEFFER, Contrôleur principal

16- Fonctionnement du Service Dépôts et Services Financiers

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les documents relatifs à l'ouverture et au fonctionnement des comptes de dépôts ou de comptes-titres, des quittances et ordres de Bourse, à :

Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal
 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents relatifs à leurs fonctions de « chargé de clientèle », à :
 Mme Claude DELINCHANT, Contrôleur
 M. Philippe WINTZER, Inspecteur
 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de valider les opérations saisies dans l'application VIR, à :
 Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal
 Melle Evelyne CANTENER, Contrôleur
 Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur
 17- Fonctionnement du service Contrôle Financier Déconcentré
 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CFD, le courrier interne au service, à :
 M. Pascal AUBERT, Contrôleur principal
 18- Fonctionnement du service Redevance
 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Redevance, le courrier interne au service, à :
 Mme Elisabeth BANASIAK, Contrôleur
 Mme Elisabeth HELLE, Agent d'administration principal
 19- Fonctionnement du service France Domaine
 19-1 Arrêté portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation
 Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;
 Vu le décret n° 2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R.13-7);
 Vu l'article 16 du décret 2006-1792 du 23/12/2006 ;

ARRETE

Art. 1^{er} : M. Jean-Marie LANG, inspecteur, et Mme Anne-Marie KLEIN, inspecteur départemental, sont désignés pour le suppléer dans sa fonction de Commissaire du Gouvernement auprès de la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente.
Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;
 19-2 Arrêté portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation
 Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;
 Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 179 ;
 Vu le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 modifié relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;
 Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département de Meurthe-et-Moselle le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé,

ARRETE

Art. 1^{er} : Messieurs Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs, Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, Mesdames Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices, sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente :
 - au nom des services expropriants de l'Etat ;
 - et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés à l'article R. 177 du code du domaine de l'Etat et à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé.
Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy ;
 La présente procuration annule et remplace celle du 1^{er} septembre 2008.
 Nancy, le 13 octobre 2008

Christian BRUNET
 Trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle

AUTRES SERVICES**RESEAU FERRE DE FRANCE****Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 17 septembre 2008 d'un terrain sis à Valleroy (54)**

Le président du conseil d'administration

DECIDE

Art. 1^{er} : Le terrain sis à VALLEROY (54) Lieu-dit Muzillon sur la parcelle cadastrée AC 398 pour une superficie de 799 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), est déclassé du domaine public ferroviaire.
Art. 2 : La présente décision sera affichée en mairie de VALLEROY et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).
 Strasbourg, le 17 septembre 2008

Pour le président et par délégation,
 Le directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardennes,
 Philippe LAUMIN
 Par délégation,
 Bertrand WAHL

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée - 67000 STRASBOURG.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY**Décision du 3 novembre 2008 portant délégation de signature à M. Marc HEINIS, vice-président du tribunal administratif de Nancy, et à Mme Marie-Pierre BEETZ, greffier en chef du tribunal administratif de Nancy**

Le président du tribunal administratif de Nancy

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 ;
 Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 ;
 Vu l'arrêté du 29 janvier 1991 nommant le vice-président du Conseil d'Etat ordonnateur principal des recettes et des dépenses du Conseil d'Etat et des juridictions administratives ;

Vu le décret n° 91-208 du 22 février 1991, complétant le décret n° 89-915 du 19 décembre 1989 et instituant les présidents, chefs de juridiction des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel, ordonnateurs secondaires des dépenses de fonctionnement de la juridiction qu'ils président ;

DECIDE

Art. 1^{er} : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel RICHER, président du tribunal administratif de NANCY, M. Marc HEINIS, vice-président, est habilité à signer tous documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de fonctionnement du tribunal.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel RICHER, président du tribunal administratif et M. Marc HEINIS, vice-président du tribunal administratif, Mme Marie-Pierre BEETZ, greffier en chef, est habilitée à signer tous documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de fonctionnement du tribunal.

Art. 3 : La présente délégation ne concerne ni les décisions de "passez outre", ni les réquisitions du comptable qui restent soumises à la signature du président du tribunal administratif.

Art. 4 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

Art. 5 : Les signatures de M. Marc HEINIS et de Mme Marie-Pierre BEETZ seront accréditées auprès de M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le président du tribunal administratif, le trésorier-payeur général sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 3 novembre 2008

Le président,
Daniel RICHER

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Arrêté du 13 novembre 2008 portant délégation de signature à Madame Véronique BOUVIER, directeur adjoint, directeur des affaires médicales

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement

Vu le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy

ARRETE

Art. 1^{er} : Donne délégation à Madame Véronique BOUVIER, Directeur adjoint, Directeur des Affaires Médicales, pour signer au nom et place du Directeur Général, toutes pièces administratives relatives au personnel médical :

- étudiants hospitaliers (médecins, pharmaciens, odontologistes) (y compris affectations)
- internes en médecine, en pharmacie et en odontologie et faisant fonction d'internes (y compris affectations et conventions diverses)
- assistants spécialistes et généralistes (y compris avis et contrats de recrutements et contrats d'engagement d'exercice)
- praticiens attachés et praticiens attachés associés, praticiens contractuels et praticiens adjoints contractuels (y compris les contrats de recrutement et avenants, contrats d'engagement d'exercice)
- professeurs des universités - praticiens hospitaliers (PU-PH), maîtres de conférences des universités - praticiens hospitaliers (MCU-PH), praticiens hospitaliers (PH) et praticiens hospitaliers à titre provisoire, praticiens hospitaliers universitaires (PHU), assistants - chefs de clinique (ACC), assistants hospitaliers universitaires (AHU), pour ce qui concerne les congés, déplacements, ordres de mission, attestations, conventions d'activité extérieure d'intérêt général, contrats d'engagement de service public exclusif et les autorisations de remplacement pour ACC et AHU.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Attachée d'Administration Hospitalière, Barbara SCHWARTZ, Roberto RODRIGUEZ et Stephan APPARU, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour signer l'ensemble de ces pièces administratives relatives au personnel médical.

Art. 2 : Donne délégation à Madame Véronique BOUVIER pour signer au nom et place du Directeur Général, les assignations des personnels médicaux, ainsi que des internes et faisant fonction d'internes, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Barbara SCHWARTZ, Roberto RODRIGUEZ et Stephan APPARU pour signer ces assignations des personnels médicaux.

Art. 3 : Donne délégation principale à Madame Véronique BOUVIER, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Affaires Médicales, en termes d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée au bénéficiaire de la délégation : elle est également communiquée au Comptable du CHU.

La suppléance est assurée par Monsieur MASSARD Stéphane, Directeur Adjoint assurant l'intérim des fonctions de Directeur Général Adjoint dans le cadre de sa délégation générale de signature pour les mêmes comptes dont il bénéficie.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Barbara SCHWARTZ, Roberto RODRIGUEZ et Stephan APPARU pour ces mêmes comptes, en terme d'engagement et de liquidations de dépenses.

Art. 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières.
- de rendre compte mensuellement à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation. A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 6 : La présente délégation se substitue à la délégation du 29 septembre 2008. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 novembre 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT***Service aménagement, risques et urbanisme***Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6467 du 5 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Morville-sur-Seille**

Par arrêté préfectoral n° 6467 en date du 5 novembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue Morville poste Village rue Haute 63021 n° 25 rue Haute sur la commune de Morville-sur-Seille.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8967 du 13 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Ville-Houdlemont

Par arrêté préfectoral n° 8967 en date du 13 novembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement du lotissement « Au Tremble » rue de Froid Cul, sur la commune de Ville-Houdlemont.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15172 du 5 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Beuvillers

Par arrêté préfectoral n° 15172 en date du 5 novembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement d'un poste de transformation HTA/BT rue Principale, sur la commune de Beuvillers.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 20563 du 5 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Longwy et Herserange

Par arrêté préfectoral n° 20563 en date du 5 novembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA 2 immeubles avenue Hyppolyte d'Huart sur les communes de Longwy et Herserange.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 20607 du 13 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Allondrelle-La-Malmaison

Par arrêté préfectoral n° 20607 en date du 13 novembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement ligne HTA suite construction de M. DESJARDINS rue Jeanne d'Arc, sur la commune de Allondrelle-La-Malmaison.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24282 du 13 novembre 2008 autorisant la SOLOREM à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 24282 en date du 13 novembre 2008, la SOLOREM – BP 33730 54098 NANCY CEDEX, a été autorisée à exécuter les travaux en vue plateau ville haute – poste de transformation EDF rue Maréchal Koenig, sur la commune de Nancy.

AUTRES SERVICES**CENTRE DE MOYEN SEJOUR ET EHPAD DE FAULX****Avis de concours sur titres interne pour le recrutement d'un Infirmier cadre de santé en Maison de Retraite du 6 novembre 2008**

Référence : Décret n°2001-1375 du 31 décembre 2001

Un concours sur titres interne est organisé à partir du 2 février 2009 au Centre de Moyen Séjour et EHPAD de Faulx en vue de pourvoir :

- 1 poste d'infirmier cadre de santé pour la maison de retraite.

1 – CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats :

- * Titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par le décret du 30 novembre 1998
- * Comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours, au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité

2 – MODALITES ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'admission à concourir doivent être accompagnées des pièces suivantes :

- * Lettre de motivation
- * Copies certifiées conformes, par les candidats, des diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de cadre de santé
- * Curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre

Les dossiers ainsi constitués peuvent être déposés contre la remise d'une attestation de dépôt ou peuvent être adressés sous pli recommandé à l'adresse suivante :

Madame le Directeur
Centre de Moyen Séjour et EHPAD de Faulx
1, rue Louis Pasteur – 54760 FAULX

UN DELAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR S'INSCRIRE AU CONCOURS A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS AUX RECUEILS DES ACTES ADMINISTRATIFS DES PREFECTURES DE REGION

Faulx, le 6 novembre 2008

Le directeur adjoint,
Joëlle BACK

